

# Assistance publique

*Isabelle Deleu, 39 ans. Mère de famille, ex-infirmière sans frontières, chef de cab. parlementaire, connaît le remède pour guérir la droite de ses maux ?*

## 1. Réussir l'intégration

Le défi majeur du prochain quinquennat sera la sortie de la spirale infernale : immigration = violence = insécurité = irresponsabilité = ghettoïsation.

Faute d'exemples contraires, un jeune de banlieue a pour principal horizon le football, le rap ou... le deal. Il est temps de nous donner enfin les moyens de réussir l'intégration de populations qui, de toute façon, ne repartiront pas dans "leur pays" : car leur pays c'est la France.

Ce n'est pas seulement d'un plan Marshall que nous avons besoin, mais d'un authentique "new deal", sans saupoudrage ni électoralisme :

- En aidant les pays émergents, aux niveaux national et européen, à se développer, notamment en accueillant davantage d'étudiants étrangers dans nos écoles et nos universités. Pourquoi ferions-nous moins bien que les Américains ? C'est aussi de la place de la France dans le monde qu'il est question.
- En mettant en place une authentique politique de "tolérance zéro", de sanction à la première faute, avec une prise en charge des "générations sacrifiées" issues de l'immigration pour leur apprendre les lois et les valeurs de la République.
- En réformant en profondeur le système d'assistanat et d'argent facile. Est-il acceptable que le RMI soit devenu une allocation minimale garantie versée sans contrôle ?
- En tordant le coup à la sectorisation des études supérieures qui cantonnent les jeunes de banlieue dans leur banlieue

Cela suppose une détermination sans faille et des moyens considérables, prix à payer pour parvenir à l'équilibre essentiel entre les droits et les devoirs qu'impose l'appartenance à notre nation, pour que la France redevienne le pays de tolérance dans lequel règne la paix civile, pour que les immigrés soient enfin considérés par la

## 2. Refonder la politique familiale

Pour favoriser le choix de femmes entre la vie professionnelle, l'éducation des enfants ou l'engagement politique ou associatif, il faut prolonger les mesures de garde d'enfant sans condition de ressource au delà de l'âge de six ans. Un enfant de 6 ans peut-il rentrer de l'école tout seul ? Il faut donc dissocier constitutionnellement la politique familiale de la politique sociale.

## 3. Instaurer un impôt unique

En prélevant à la source un impôt unique, cela limiterait les risques de fraude fiscale et permettrait le redéploiement des fonctionnaires vers des tâches au service du public, comme par exemple pour réaliser les tâches administratives dans les commissariats.